



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Réponse à J.-C. Kroll

M. Jacques Brossier, Eduardo Chia, Éric Marshall

Citer ce document / Cite this document :

Brossier Jacques, Chia Eduardo, Marshall Éric. Réponse à J.-C. Kroll. In: Économie rurale. N°165, 1985. pp. 44-45;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1985.3130>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1985_num_165_1_3130

Fichier pdf généré le 08/05/2018

cet outil, par voie réglementaire, doit en faire un langage commun à tous, accessible en priorité aux agriculteurs bien sûr, mais également reconnu par les nombreux tiers avec lesquels ils sont obligatoirement en relation permanente d'échange (5).

L'agriculture française ne souffre pas trop actuellement de la dispersion des modèles et des méthodes de gestion, et le culte du modèle individualisé, adapté à chaque cas, issu d'une approche exclusivement microéconomique du développement, risque de déboucher, si l'on n'y prend garde, à l'incompréhension généralisée. Il me paraît tout à fait erroné d'opposer « normalisation » et « spécificité d'exploitation », un cadre normalisé suffisamment souple et bien conçu devant permettre de rendre compte correctement de chaque cas particulier, dans une syntaxe reconnue par tous

(la normalisation du langage ne signifie pas forcément normalisation des individus).

Cette dernière approche me semble mieux répondre aux problèmes concrets du développement de la gestion qui se posent aujourd'hui à la plupart des exploitations agricoles de notre pays, sachant que les voies de ce développement seront de toute façon, il n'y a pas lieu de le cacher, exigeantes pour les agriculteurs. Mais n'y aurait-il pas à l'inverse quelque danger à laisser croire qu'il est possible aujourd'hui de gérer des unités de production qui mettent en œuvre des moyens de production dont la valeur dépasse désormais couramment le million de francs, soumises à des contraintes financières et de mise en marché de plus en plus rigoureuses, avec un simple relevé de trésorerie, assorti de quelques indicateurs physiques ?

RÉPONSE A J. C. KROLL J. BROSSIER, E. CHIA, E. MARSHALL

Nous sommes heureux que notre modeste note de recherche ait permis à notre collègue J.C. Kroll de développer quelques unes des idées qui lui sont chères. Il nous semble cependant que notre collègue se situe à un niveau d'analyse différent :

1 - Notre recherche est d'abord et avant tout une étude des **pratiques de trésorerie des agriculteurs**. Notre point de vue est clairement micro-économique et centré sur l'**analyse des décisions et du comportement économique des agriculteurs**. Nous construisons une méthodologie d'observation de leurs pratiques en matière de trésorerie. Force est de constater, et tous les travaux sur le sujet le montrent, que les agriculteurs, en très grande majorité, utilisent peu les résultats comptables pour gérer leur exploitation. On peut le regretter, mais c'est un fait. C'est pour cela que les outils d'analyse que nous proposons ne sont pas issus du système actuel de normalisation des comptes.

2 - Ce faisant, nous nous sommes très rapidement aperçus, et les agriculteurs avec lesquels nous travaillons nous ont poussés dans ce sens, que nos outils d'observation pouvaient être transformés en outils de gestion. Nous avons donc développé un deuxième axe : **la mise au point d'outils d'aide à la décision** articulés sur les pratiques de gestion des agriculteurs. C'est notamment pour ces raisons que notre démarche l'analyse du court terme est si importante.

Voilà l'essentiel de notre note, même si nous avons un peu dévoilé à la fin de l'article une autre ambition liée au développement agricole, car dans le cadre de notre projet pluridisciplinaire, c'est une perspective que nous souhaitons maintenir.

L'objet de notre recherche étant rappelé, nous pouvons répondre à quelques remarques de J.C. Kroll.

a) L'ampleur autorisée pour une note de recherche dans la Revue Économie Rurale ne nous permet ni de développer longuement nos hypothèses et outils, ni d'être exhaustif quant aux références concernant les travaux sur ce

sujet. Nous sommes conscients des limites de celles-ci, mais les références à l'IGER, aux Centres de Gestion, au FAFEA, à la FNGEDA qui participent au Groupe Méthodologique ANDA (Pertinence des outils de gestion et d'aide à la décision), à l'équipe Attonaty et à l'expérience Aveyronnaise nous permettent de couvrir l'essentiel. Nous regrettons cependant de n'avoir pas cité nommément l'Inter-AFOCC qui, dans son travail d'animation et de formation, a développé ces dernières années une approche de la trésorerie voisine de la notre. Nous connaissons bien ces travaux puisqu'une représentante de cet organisme a participé au groupe ANDA.

b) Kroll nous reproche de critiquer la comptabilité. Ce n'était pas l'objet de notre note qui n'y consacre qu'un paragraphe. En fait, nous ne contestons pas l'utilité de la comptabilité qui a été créée pour satisfaire des obligations à l'égard des tiers : le fisc, le système bancaire, les études statistiques. Ces points de vue sont légitimes mais extérieurs à celui de l'exploitant. S'il est nécessaire de tenir des comptes, et en ce sens la comptabilité officielle peut être une bonne source d'informations, il ne faut pas oublier que celle-ci est d'abord un système normalisé de tenue des comptes qui sélectionne les informations à enregistrer : celles qui sont nécessaires pour établir un bilan et un compte d'exploitation général. Les autres informations brutes (temps de travaux, intra-consommation, détail des flux physiques, mouvements des animaux...) qui sont également utiles pour l'analyse doivent être enregistrés sur des documents « extra-comptables », et sont traités comme éléments extérieurs à un système fortement cohérent qui est le système comptable. Ces autres informations ont donc un statut dévalorisé et passent souvent au second plan (quand elles ne disparaissent pas). D'ailleurs pour des raisons fiscales, le plus souvent, les agriculteurs sont d'abord « à la comptabilité » (CEG, bilan) et facultativement, ils demandent l'établissement des marges brutes et des critères technico-économiques (avec un coût supplémentaire pour ce service). Au total la venue de la comptabilité a souvent pour effet indirect de restreindre les

juridique particulière qui prévaut en agriculture, n'ont pour l'instant qu'une simple valeur indicative.

Normalisation et simplification devraient tendre vers la baisse des coûts des comptabilités, qui paraît un levier essentiel du développement.

5. On peut espérer entrevoir une solution à ce problème, soulevé dès mars 1982 par l'IGER, avec l'institution d'une commission du plan comptable agricole (J.O. du 1er novembre 1984). Le caractère réglementaire de ce plan, approuvé par décret, permettrait de conforter et de compléter les travaux déjà entrepris par l'IGER, travaux qui, en raison de la situation

possibilités d'analyse économique ultérieure, en provoquant un appauvrissement dans la collecte des informations de départ.

Ainsi, l'agriculteur, comme tout gestionnaire, ne peut pas se lier exclusivement à ce système normalisé. Comme l'un d'entre nous a pu le constater en travaillant plusieurs années avec les Chambres de Commerce et d'Industrie, beaucoup d'entreprises industrielles performantes ont plusieurs systèmes de comptabilité.

c) Le fait d'étudier particulièrement les flux de trésorerie ne nous conduit pas à penser pour autant que tous les systèmes de tenue de compte devraient s'y limiter, ni qu'ils ne peuvent pas s'articuler avec la comptabilité officielle. Rappelons que la recherche présentée n'est qu'une composante d'une recherche pluridisciplinaire sur l'ensemble des pratiques de gestion des agriculteurs. Nos collègues agronomes et zootechniciens cherchent aussi à repérer les pratiques et les indicateurs utilisés par les agriculteurs dans les autres domaines techniques. La gestion c'est tout cela. Quant à l'articulation de notre approche de la trésorerie avec le système comptable, elle est permise et prévue par le logiciel de trésorerie, si les agriculteurs le souhaitent, grâce au codage des informations lors de leur saisie. Joignons nos efforts pour mettre au point des systèmes de saisie unique. Il est hors de question de multiplier les entrées. L'informatique permet justement cette saisie unique auxquels les agriculteurs attachent beaucoup d'importance.

Nous sommes prêts à collaborer dans ce sens qui nous paraît le moins dogmatique et le plus prometteur.

d) Kroll a une préoccupation de macro-économiste. Il a un souci de normalisation, de comparaison et de généralisation. Cette préoccupation est importante, mais ce n'est pas la notre ici. La comptabilité et les modèles de gestion qui en dérivent se diffusent peu, sauf s'ils sont obligatoires. Les résultats comptables restent souvent « dans le tiroir », c'est d'ailleurs pourquoi l'opération « gestion simplifiée » a été lancée. Mais le point de vue macro-économique de

Kroll et le notre, micro-économique, ne peuvent pas rester sans rapport. Il faut certes agréger les résultats comptables, mais quel est le sens de cette opération si on ne connaît ni leur utilisation ni leur signification sur l'exploitation. Nous pensons que nos observations des pratiques de gestion des agriculteurs peuvent précisément aider à enrichir les questionnaires utilisés dans les RICA et autres bases statistiques et préciser quelles sont les catégories économiques appréhendées au niveau de l'exploitation qui sont interprétables au niveau macro-économique. C'est un autre terrain sur lequel nous sommes prêts à collaborer. Nous cherchons actuellement à mettre au point une méthode rapide de repérage des indicateurs pertinents du fonctionnement des exploitations, indicateurs que nous révèle l'analyse monographique fine pluridisciplinaire de quelques exploitations. Cette méthode de diagnostic rapide pourrait être utilisée dans le cadre d'enquêtes statistiques.

*
* *
*

Kroll nous invite à clarifier notre cadre théorique. Bien qu'il n'exprime pas le sien, il nous semble qu'il a une approche plutôt normative de l'économie, particulièrement en matière de gestion de l'exploitation agricole (plus centrée sur les outils que sur l'agriculteur). Notre conception souvent exprimée par ailleurs, (Brossier, 1973 ; Brossier et al., 1974 ; Petit, 1981) est descriptive et analytique. C'est sans doute sur ce plan théorique que nous nous séparons le plus de J.C. Kroll. Nous cherchons d'abord à expliquer les comportements technico-économiques des acteurs humains. C'est pour cette raison que l'équipe pluridisciplinaire INRA-SAD privilégie l'étude des pratiques des agriculteurs. Il ne nous paraît pas possible d'interpréter les catégories économiques liées à l'exploitation que ce soit d'un point de vue interne (gestion) ou externe (le fisc, les tiers, l'analyse macro-économique) sans les articuler à une connaissance des pratiques des agriculteurs.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BROSSIER J. (1973). - Un essai de liaison entre la recherche, la formation et l'action à partir des décisions économiques des agriculteurs. INRA, Annales d'Economie et Soc. Rur. (2), pp. 111-113.

BROSSIER et al. (1974). - Systèmes de production en régions de grande culture. Ed. INRA-SEI, CNRA, Rte de St-Cyr 78000 Versailles. 292 p.

PETIT M. (1981). - Théorie de la décision et comportement adaptatif des agriculteurs. In ENSSAA - INPSA - INRA - INRAP, Formation des agriculteurs et apprentissage de la décision. Actes de la journée d'étude du 21 janvier 1981. 166 p.